

Termes de référence pour

Une analyse de genre pour DCA au Mali avec un accent particulier sur l'apprentissage concernant l'engagement des femmes dans les efforts de consolidation de la paix de DCA

1. Contexte

i. Aperçu général

DanChurchAid (DCA) soutient les plus pauvres dans le monde dans leur lutte pour une vie digne et aide les personnes dans le besoin. Nous fournissons à la fois une aide d'urgence et une assistance à long terme dans le but de créer un monde plus équitable et durable. Le travail international de DCA adopte une approche de nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP), promouvant des solutions à long terme dès les premières étapes d'une crise humanitaire, introduisant des mesures de prévention dans les contextes de développement, et soutenant la réponse d'urgence lorsque nécessaire.

DCA travaille au Mali depuis 2013 pour soutenir les communautés vulnérables, y compris les personnes déplacées internes (PDI), les femmes et les jeunes, à travers des partenaires locaux, des OSC, les autorités et les leaders communautaires.

Les opérations de DCA au Mali couvrent trois secteurs principaux :

(i) Action humanitaire contre les mines (HMA), renforçant la sécurité et les capacités nationales à travers l'éducation aux risques liés aux engins explosifs, le soutien psychosocial et en santé mentale, et l'assistance aux victimes ; (ii) Sécurité alimentaire et moyens de subsistance, y compris l'adaptation au changement climatique, les pratiques agropastorales résilientes, les transferts monétaires groupés, et la gestion durable des ressources naturelles ; (iii) Prévention des conflits et consolidation de la paix, par la promotion du dialogue inclusif et de la collaboration inter/intracommunautaire, le soutien à un accès équitable aux ressources, la planification d'actions communautaires, des processus décisionnels inclusifs et des mécanismes participatifs de résolution des conflits locaux, avec un accent particulier sur le rôle positif des femmes et des jeunes comme acteurs de paix. DCA au Mali s'efforce d'intégrer la sensibilité au genre et aux conflits dans toutes ses activités, en soutenant les initiatives dirigées par des femmes et en remettant en question les normes de genre restrictives.

ii. Égalité de genre et autonomisation des femmes au Mali

La promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes constitue une priorité stratégique à long terme pour DCA et un engagement transversal dans notre stratégie mondiale. Nous nous engageons à intégrer des approches sensibles et transformatrices au genre dans tous nos programmes à travers le triple nexus, soit par des activités ciblées sur le genre, soit par une intégration qualitative du genre. Ainsi, l'intégration du genre est un élément transversal clé du programme pays de DCA au Mali, y compris dans le domaine des résultats liés à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

Le contexte humanitaire au Mali est complexe et caractérisé par une situation sécuritaire volatile, des vulnérabilités structurelles sous-jacentes, des défis socio-économiques et les impacts du changement climatique.

Environ 6,4 millions de personnes (soit 28 % de la population actuelle) ont besoin d'une assistance humanitaire et de protection, la situation étant particulièrement critique dans les zones touchées par les conflits au nord et au centre du Mali ([Plan de Réponse Humanitaire 2025 – Action Humanitaire](#)). Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et humanitaires, les communautés locales se retrouvent souvent prises en tenailles entre groupes opposés.

Alors que les civils sont souvent victimes collatérales de ces affrontements, notamment en raison de la montée des violences intercommunautaires, les femmes et les jeunes filles sont touchées de manière disproportionnée et exposées à divers risques, notamment en matière de protection, souvent à la suite de déplacements forcés. Selon la dernière Matrice de Suivi des Déplacements (DTM, OIM, 2024), les femmes représentent 58 % des 402 167 personnes déplacées internes au Mali (Rapport sur les Mouvements de Populations – Décembre 2024).

L'inégalité de genre est élevée au Mali, qui se classe 164e sur 170 pays dans l'Indice d'Inégalité de Genre du PNUD 2023, en baisse par rapport à la 155e place en 2021. Les femmes et les filles au Mali sont désavantagées dans de nombreux aspects de la vie, notamment l'accès à la santé, à la justice et à l'éducation. La mortalité maternelle (principalement due à l'éclampsie, au travail prolongé et à l'hémorragie post-partum) est parmi les plus élevées au monde, et les violences basées sur le genre (VBG) sont très répandues, avec peu d'opportunités pour les survivantes d'obtenir justice et soutien. Le niveau d'éducation des femmes est parmi les plus faibles au monde, avec seulement environ 8 % des femmes de plus de 25 ans ayant terminé le premier cycle du secondaire, contre 15,5 % des hommes. Les femmes sont également fortement sous-représentées dans la population active (FMI, 2023).

iii. Les femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix au Mali

DCA continue de promouvoir une approche sensible au genre et aux conflits, systématiquement intégrée dans toutes les activités de DCA et de ses partenaires, notamment à travers la réalisation d'évaluations de sensibilité aux conflits, la définition de critères de sélection des bénéficiaires sensibles au genre et aux conflits, ainsi que la conception des activités. Le triple nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) est également un élément central de nombreux projets menés par le bureau pays de DCA au Mali et reste au cœur des efforts de mobilisation des ressources.

Les activités de DCA dans le cadre du nexus HDP mettent en lumière les contributions positives des femmes en dehors des normes de genre traditionnelles : cela inclut le renforcement des initiatives dirigées par des femmes, le soutien à des moyens de subsistance adaptés au climat et dirigés par des femmes, couplés à un renforcement des capacités et à des activités génératrices de revenus, le soutien aux groupes et réseaux de femmes pour amplifier leur voix collective et leur capacité à influencer les communautés, et favoriser un changement de perspective et une transformation des normes de genre, notamment grâce au soutien des leaders locaux et des hommes alliés au changement positif.

Les récents processus de paix au Mali ont vu les femmes émerger comme des actrices essentielles, à la fois en tant que victimes du conflit et en tant qu'agentes de changement proactives dans les négociations, la médiation et la résilience communautaire. Une loi nationale sur les quotas de genre a été adoptée, conduisant à l'inclusion de femmes dans certains organes de suivi, mais la représentation significative et durable des femmes dans les processus de paix formels reste limitée.

Au niveau local, des initiatives telles que la "Case de la Paix" à Gao (Nord du Mali) ont rassemblé plus de 2000 femmes à travers 76 associations, positionnant les femmes comme premières intervenantes face aux tensions communautaires, dans les systèmes d'alerte précoce des conflits et comme facilitatrices de la consolidation de la paix à la base. Grâce à ces efforts coordonnés pour relier les militantes, des réseaux inclusifs ont vu le jour, visant à renforcer la cohésion sociale, initier des dialogues communautaires et plaider pour des réformes structurelles telles que la "Feuille de route sur le genre, les élections et les réformes" de février 2024, qui "vise une plus grande représentation

des femmes dans les fonctions nommées et élues ainsi qu'à accélérer l'intégration du genre dans le processus électoral, les sections politiques et administratives au Mali".

De cette manière, les efforts locaux de consolidation de la paix menés par les femmes au Mali ont été transformateurs, bien que sous-reconnus. Ils sont ancrés dans la responsabilité collective, la solidarité quotidienne et une compréhension profonde des dynamiques de conflit locales, les femmes intervenant souvent là où la présence de l'État a besoin de s'accroître. Parallèlement, les rôles indirects des femmes – du maintien des moyens de subsistance et des filets de sécurité informels à la restauration de la confiance brisée – ont été tout aussi cruciaux pour favoriser et soutenir la cohésion sociale. Malgré les contraintes structurelles, les femmes au Mali s'efforcent de remodeler la gouvernance locale et les réponses sécuritaires d'une manière encore peu reconnue dans les politiques et processus de paix formels, mais essentielle à la stabilité à long terme et à la paix durable.

2. Objectif de l'analyse et résultats attendus

i. Objectif de l'analyse

L'objectif de cette consultance est de mener une analyse combinée de l'engagement des femmes dans les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix (CPPB) dans cinq zones d'intervention de DCA (Tominian, Dioila, Tombouctou, Bankass et Douentza), et des principaux problèmes de genre qui prévalent dans ces localités, en mettant l'accent sur les défis, les opportunités, les rôles, les risques et les vulnérabilités différenciés selon le genre. L'analyse devra également faire le point sur la manière dont DCA s'est engagée dans les activités de CPPB au Mali au cours de son dernier cycle de programmation (2022–2024), en cohérence avec une approche d'égalité de genre et d'autonomisation socioéconomique des femmes, en identifiant les enseignements clés, les réussites et les défis. L'analyse de genre devra identifier et examiner les principales inégalités de genre dans les zones géographiques ciblées, ainsi que dans le contexte malien plus large, et proposer comment DCA peut mieux prendre en compte ces dynamiques dans la conception et la mise en œuvre de ses projets.

Cette évaluation constituera une ressource importante pour orienter le cycle de programmation 2026 de DCA Mali et fournira une documentation et des perspectives sur les efforts visant à renforcer le rôle des femmes dans les initiatives de CPPB, en lien avec la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

ii. Portée analytique

Cette évaluation devra établir un équilibre entre, d'une part, l'analyse de genre et, d'autre part, l'analyse du rôle des femmes dans les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix (CPPB) au Mali, en s'appuyant sur les questions de recherche générales et spécifiques détaillées dans les sections iii (Questions de recherche) ci-dessous. Une attention particulière devra être accordée aux efforts de consolidation de la paix locaux et communautaires (principalement de type « Piste 3 »), y compris les groupes de la société civile constitués de manière formelle ou informelle dans lesquels les femmes peuvent être impliquées.

L'évaluation devra appliquer une approche intersectionnelle, en analysant comment le genre se recoupe avec d'autres catégories identitaires clés pouvant entraîner ou amplifier la marginalisation et aggraver les risques et vulnérabilités. Ces catégories incluent, par exemple : l'âge, l'ethnie, le handicap, le statut socio-économique, et le statut de citoyenneté ou de réfugié. L'analyse de ces dimensions croisées devra toujours être menée avec une grande prudence afin de ne pas nuire ou divulguer d'informations sensibles.

Un spectre de genre devra être utilisé pour analyser la qualité et les impacts des politiques ou des programmes de développement et humanitaires sur l'égalité de genre. Ce spectre comprend généralement, au minimum, les catégories suivantes : discriminatoire, aveugle au genre, sensible au genre, réactif au genre, et transformateur en matière de genre.

Les résultats de l'évaluation devront être présentés par district, afin de refléter les spécificités locales et les complexités des enjeux de genre, ainsi que l'implication des femmes dans les efforts de CPPB dans le contexte de chaque zone ciblée.

iii. Questions de recherche

L'évaluation devra couvrir les domaines analytiques suivants et répondre aux **principales questions de recherche générales** :

- i. Quels sont les normes de genre, perceptions et rôles les plus significatifs dans les zones de recherche, et comment influencent-ils les vies et les opportunités des femmes et des hommes?
- ii. Quelles sont les principales inégalités de genre en matière d'accès et de contrôle des ressources clés telles que la terre, l'emploi, le revenu, l'éducation, les prestations sociales, les services, la technologie et l'information ?
- iii. Quelles sont les différences de genre concernant l'accès à la prise de décision formelle et informelle à différents niveaux, par exemple dans la vie politique, au niveau communautaire, dans les ménages et dans le cadre du CPPB ?
- iv. Quelle est la prévalence des violences basées sur le genre et autres risques liés au genre dans le contexte, et quels sont les services et mécanismes de soutien disponibles pour les survivantes ?
- v. Dans quelle mesure les cadres juridiques et politiques au Mali soutiennent-ils ou entravent-ils les efforts visant à renforcer l'égalité de genre, en général et dans le cadre du CPPB ?

Analyse spécifique et bilan sur les femmes dans le CPPB :

- vi. Quels sont les rôles et responsabilités différenciés des femmes et des hommes dans les efforts de CPPB au Mali, et existe-t-il des processus, mécanismes et/ou initiatives spécifiques de CPPB qui incluent ou excluent les femmes ? Quelles considérations intersectionnelles (notamment l'âge) sont pertinentes à souligner ?
- vii. Quels sont les principaux défis (y compris les risques potentiels ou vécus, notamment les VBG) auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles s'engagent dans des activités de CPPB, et quels sont les enseignements clés et les bonnes pratiques pour promouvoir l'égalité de genre et la participation significative des femmes dans les efforts de CPPB au Mali ?
- viii. Dans quelle mesure les programmes de DCA au Mali ont-ils contribué à la fois à l'autonomisation socioéconomique des femmes et à leur participation significative dans les efforts de CPPB, et dans quelle mesure ces programmes ont-ils été sensibles ou transformateurs en matière de genre selon le spectre de réactivité au genre ?
- ix. Quelles sont les approches recommandées qui, dans le contexte malien, permettraient à DCA de renforcer et d'élargir ses programmes de CPPB sensibles ou transformateurs au genre et intersectionnels dans les années à venir ?

iv. Méthodologie

Cette analyse combinée sur le genre et la prévention des conflits/consolidation de la paix (CPPB) ciblera cinq cercles d'intervention de DCA au Mali : Tominian, Dioïla, Tombouctou, Bankass et Douentza.

L'évaluation sera menée à travers une collecte de données primaires et secondaires, notamment :

- Données primaires : questionnaires individuels pour les femmes et les hommes, entretiens avec des informateurs clés (Key Informant Interviews – KIIs), discussions de groupe (Focus Group Discussions – FGDs), et consultations avec les équipes de DCA et de ses partenaires.
- Données secondaires : revue de la littérature, analyse des documents clés des programmes, rapports d'apprentissage et autres publications d'acteurs travaillant sur les questions de genre et de CPPB au Mali (ONG nationales et internationales, instituts de recherche, etc.), ainsi que les politiques et orientations du gouvernement.

Liste préliminaire des parties prenantes à interroger : résidents des zones ciblées, leaders communautaires (y compris religieux), autorités locales, ONG locales, OSC/organisations confessionnelles, associations de femmes et représentantes, organisations de jeunes, membres des mécanismes locaux de résolution des conflits (comités de gestion des conflits/de paix).

L'équipe de consultants planifiera et mettra en œuvre la recherche, et compilera tous les résultats dans un rapport. Le personnel de DCA sera disponible pour fournir des conseils techniques et participer à des entretiens pendant la mission. Les résultats préliminaires et les recommandations seront discutés lors d'un petit atelier interne avec un groupe de référence de DCA.

v. Livrables clés / Résultats attendus du consultant

Le consultant devra produire les livrables suivants :

- 1) **Un rapport de démarrage** (Inception report) comprenant une revue succincte des recherches pertinentes récentes, une méthodologie détaillée, l'approche adoptée, un calendrier, ainsi que les outils de collecte de données proposés.
- 2) **Un rapport provisoire** sur la recherche menée, incluant les principales conclusions et recommandations.
- 3) Une présentation du rapport au groupe de référence de DCA.
- 4) **Un rapport final** sur la recherche menée, incluant les principales conclusions et recommandations, ainsi que les ensembles de données brutes.

3. Hypothèse et risques

Cette mission de consultance repose sur les hypothèses suivantes, qui doivent être remplies par l'équipe de consultants, par DCA, et plus largement dans le contexte général, afin que la recherche puisse être menée à bien :

- L'équipe de consultants est en mesure d'obtenir toutes les autorisations pour la recherche et pour l'accès nécessaire aux zones d'étude.
- L'équipe de consultants peut se rendre dans les zones d'étude, y mener toutes les activités de recherche et produire tous les livrables requis dans les délais convenus.
- L'équipe de consultants respectera les règles de sécurité de DCA, en se conformant aux procédures opérationnelles standard en vigueur au moment de l'évaluation.
- La situation sécuritaire ainsi que les aléas climatiques (notamment les inondations) dans les zones ciblées permettent l'accès et la réalisation du travail.
- Les infrastructures essentielles, telles que les routes et les réseaux de communication, sont fonctionnelles.
- Les effets des crises humanitaires existantes ou émergentes, comme les mouvements de population ou les besoins d'urgence, permettent la collecte de toutes les données pertinentes, l'accès aux répondants, et donc la réponse complète aux questions de recherche.

Dans leurs propositions, les candidats doivent inclure une analyse des risques, identifiant les risques potentiels pour les répondants, ainsi que les risques liés à la sensibilité au genre et aux conflits. Cette analyse doit inclure des mesures d'atténuation des risques proposées. Ces mesures devront également être intégrées dans le plan de recherche, dans le cadre du rapport de démarrage (Inception report), qui sera soumis à DCA avant la phase de collecte des données.

4. Portée des services

Les tâches à réaliser par le consultant dans le cadre de cette mission sont détaillées comme suit :

1. Planification de la recherche – Rapport de démarrage

1.1 Une revue générale de la littérature devra fournir un aperçu des recherches et documents existants pertinents sur le genre et la consolidation de la paix au Mali, dans la mesure du possible. Cette revue pourra être élargie à d'autres contextes d'Afrique de l'Ouest ou du Sahel central (Burkina Faso, Niger) si cela est pertinent et utile.

Elle devra explorer les interactions entre les traumatismes historiques, le patrimoine culturel (y compris les pratiques et traditions liées à la foi et à la religion) et la consolidation de la paix, en lien avec les populations, notamment les groupes vulnérables et marginalisés dans les zones d'étude mentionnées.

Elle devra mettre en évidence les lacunes, défis, opportunités et considérations particulières pour la recherche sur ce sujet.

2.1 La revue documentaire devra également inclure l'analyse des approches clés de DCA, telles que documentées dans les ressources suivantes :

- Guide d'action de DCA sur l'égalité de genre
- Politique d'égalité de genre de DCA
- Guide d'action de DCA sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix
- Guide d'action de DCA sur la sensibilité aux conflits
- Stratégie globale de DCA 2023–2026

3.1 Le cadre de recherche devra inclure :

- La (re)définition d'un sous-ensemble de questions de recherche spécifiques, en s'appuyant sur les résultats de la revue documentaire, en utilisant les questions de recherche suggérées comme guide.
- La stratégie d'échantillonnage, les plans d'analyse et les outils de collecte de données, en tenant compte des méthodologies choisies, du calendrier et des considérations logistiques, y compris les risques potentiels identifiés par le consultant.
- La description du processus d'assurance qualité des traductions (vers et depuis le français, le bambara et d'autres langues locales) pour les outils de collecte de données, ainsi que pour la conduite des entretiens et des discussions de groupe.

2. Collecte et analyse des données

1. La collecte de données primaires devra être réalisée par le consultant dans les sites/cercles de recherche convenus, à savoir : Tominian, Dioïla, Tombouctou, Bankass et Douentza.

2. Le consultant sera également responsable de :

La traduction des outils de collecte de données primaires et secondaires en bambara ou dans les langues locales pertinentes. La conduite de la collecte de données en français, bambara ou dans les langues locales pertinentes, selon les besoins.

La traduction des données collectées du bambara ou des langues locales vers le français pour le rapport.

3. Les données primaires et secondaires devront être nettoyées, traitées et analysées par le consultant selon des standards de haute qualité, afin de rédiger et produire les livrables convenus. Ces livrables feront l'objet d'un suivi et d'un contrôle qualité par un groupe de référence désigné, conformément au calendrier des livrables convenu. Le consultant devra intégrer toutes les modifications demandées pour finaliser les livrables, en respectant les formats, la qualité et les standards stipulés.

3. Rédaction du rapport

Les produits de la recherche devront permettre d'orienter les programmes, la mobilisation de ressources et les initiatives de plaidoyer de DCA et de ses partenaires au Mali.

Le rapport final devra fournir des analyses essentielles sur la manière dont la paix et l'égalité de genre peuvent être promues à travers les interactions entre les traumatismes historiques et le patrimoine culturel. Il devra également proposer des recommandations concrètes à la fois programmatiques et politiques, fondées sur les résultats de l'étude.

Ces recommandations devront être exploitables par DCA et ses partenaires pour améliorer leurs programmes, sensibiliser les bailleurs de fonds et renforcer le soutien aux initiatives axées sur la prise en compte des traumatismes historiques, la prévention des conflits, la consolidation de la paix et le patrimoine culturel, y compris l'implication des acteurs religieux, lorsque cela est pertinent et sensible au contexte de conflit.

Le point focal pour cette mission, et principal contact du consultant, sera :

Souleymane Djanken Touré, Responsable des Programmes – DCA Mali, e-mail : sodto@dca.dk (sauf si délégation est faite à un autre collègue).

Un groupe de référence sera mis en place pour fournir des orientations et assurer le suivi des étapes clés et des livrables de la consultance. Ce groupe sera composé de représentants du bureau pays de DCA au Mali et de conseillers techniques du siège de DCA (HQ), issus des unités suivantes : Programme, Plaidoyer et Apprentissage (PAL) ; Réponse Humanitaire et Action contre les Mines (HRMA).

Le point focal coordonnera les consultations entre le consultant et le groupe de référence de DCA tout au long de la mission, conformément au calendrier des tâches et livrables. Des consultations supplémentaires pourront être organisées si nécessaire. Le groupe de référence de DCA assurera le contrôle qualité des livrables et fournira au consultant des retours sur les modifications requises et/ou suggérées.

5. Calendrier, logistique et moyens

La mission débutera le **15 septembre 2025** et devra se terminer au plus tard le **12 décembre 2025**.

Le consultant pourra être basé à son lieu habituel de travail et/ou de résidence pour réaliser la majorité des tâches, à l'exception de celles liées à la collecte de données primaires et secondaires dans les zones ciblées.

Le consultant devra se rendre au Mali (s'il n'y réside pas déjà) pour diriger, superviser et participer à toutes les activités de collecte de données requises.

À Bamako, un espace de travail pourra être mis à disposition dans les bureaux de DCA, sous réserve d'un accord préalable.

Le consultant sera responsable de ses propres arrangements de voyage, y compris l'obtention du visa si nécessaire, ainsi que de l'hébergement dans toutes les zones d'étude et à Bamako. DCA pourra faciliter la délivrance de documents administratifs (lettres d'introduction, etc.) pour certains déplacements.

Dans certaines zones spécifiques, les déplacements sur le terrain pourront être facilités par DCA ou ses partenaires, et un espace de travail pourra être mis à disposition, sous réserve d'accord préalable.

Le consultant devra être prêt à se déplacer dans des zones reculées par les moyens disponibles et à séjourner dans des conditions de vie basiques. Tous les frais de déplacement, d'assurance personnelle, de traduction et/ou d'interprétation sont à la charge du consultant et doivent être inclus dans la rémunération globale proposée.

Tâches et livrables	Échéances
Séance de consultation introductive (en ligne)	Lundi 15 septembre 2025
Rapport de démarrage final (revue documentaire, plan de recherche, outils, etc.)	Mercredi 24 septembre 2025
Séance de planification (en ligne)	Mercredi 1 ^{er} octobre 2025
Collecte de données (en présentiel, sur le terrain)	Du lundi 6 octobre au vendredi 14 novembre 2025 (6 semaines)
Séance de restitution post-collecte (en présentiel ou en ligne)	Mercredi 19 novembre 2025
Rapport complet (version provisoire)	Lundi 24 novembre 2025
Séance de validation (en ligne)	Vendredi 5 décembre 2025
Jeu de données complet (brut)	Vendredi 12 décembre 2025

Tâches et livrables	Échéances
Résumé exécutif (version finale)	Vendredi 12 décembre 2025
Rapport complet (version finale)	Vendredi 12 décembre 2025

6. Rapportage

Le **rapport final complet**, compilant les principaux résultats de la recherche ainsi que les recommandations finales pour DCA, devra être remis **à la fin de la mission de consultance**.

Tous les livrables attendus du consultant devront être rédigés et soumis en **français**, transmis **électroniquement** (copies numériques), accompagnés de toutes les annexes pertinentes, validés par le **gestionnaire de contrat**.

Structure suggérée du rapport final :

1. **Résumé exécutif**
2. **Introduction**
3. **Contexte de l'analyse**
4. **Description de la méthodologie de recherche**
5. **Détails des résultats (par district)**
6. **Recommandations**
7. **Conclusions**

Annexes minimales à inclure :

- Bibliographie (y compris la liste des documents consultés)
- Outils finaux de collecte de données
- Graphiques, tableaux et photos pertinents

8. Exigences de qualification

Qualifications générales :

- Diplôme de Master ou Doctorat dans un domaine pertinent des sciences sociales, tel que l'anthropologie, les études sur la paix et les conflits, ou les études de genre.
- Expérience avérée d'au moins 5 ans dans la mise en œuvre de programmes sensibles au genre et de programmes de prévention des conflits et de consolidation de la paix (CPPB), au sein d'organisations nationales et/ou internationales (instituts de recherche, think tanks, ONG nationales et internationales, agences des Nations Unies, etc.).
- Excellentes compétences en lecture, rédaction et expression orale en français, ainsi qu'en bambara, fulfulde et sonrai.
- Maîtrise de l'anglais fortement souhaitée pour faciliter la communication avec tous les membres du groupe de référence.

Spécifiquement pour cette mission :

- Connaissance documentée du Mali et/ou de la région du Sahel essentielle.
- Maîtrise démontrée des concepts et théories liés aux tendances actuelles du développement, y compris : l'approche du triple nexus HDP (Humanitaire-Développement-Paix), l'agenda de localisation, l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU), l'analyse intersectionnelle du genre, les processus de consolidation de la paix inclusifs.
- Expérience avérée dans la gestion à distance, le suivi et le soutien technique de équipes de recherche.
- Excellentes compétences en recherche : conception de la recherche, collecte et analyse de données qualitatives, développement de méthodes et outils spécifiques, élaboration de plans de recherche.
- Solides compétences en communication et en présentation, ainsi qu'en rédaction de rapports clairs et accessibles, incluant des recommandations programmatiques et politiques pour divers publics.
- Expérience de travail et/ou de vie dans des contextes humanitaires et dans des conditions de vie basiques.
- Capacité prouvée à respecter les délais et à livrer des résultats dans des temps courts.

8. Processus de candidature

Les candidatures des personnes qualifiées doivent être soumises à outh@dca.dk et soto@dca.dk avant **le lundi 04 août 2025** (et doivent inclure les éléments suivants :

1. **Un CV actualisé**
2. **Un court échantillon d'écriture** (extrait d'analyse de genre et/ou de recherche – 2 pages maximum)
3. **Une proposition technique, détaillant :**
 - L'approche de recherche,
 - La méthodologie,
 - Un plan de travail préliminaire (y compris pour la collecte de données)
4. **Une proposition financière, précisant :**
 - Tous les coûts liés à la mission (honoraires, logistique, déplacements, etc.),
 - **Le nombre total de jours** requis pour chaque phase de la mission (recherche, collecte de données, consultations, rédaction du rapport, finalisation et présentation des résultats).

Annexe : Questions directrices pour orienter la collecte de données

Normes de genre, perceptions et rôles

- Quelles sont les normes sous-jacentes les plus importantes qui régissent la vie des femmes et des hommes dans les zones ciblées ?
- Comment ces normes créent-elles des limitations, des défis et des opportunités pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons ?
- Qui sont les principaux acteurs et institutions, à différents niveaux, qui perpétuent ces normes, et qui pourrait jouer un rôle clé dans leur transformation ?
- Comment les femmes et les hommes passent-ils généralement leur temps (travail, sommeil, activités sociales et reproductives), et comment cela varie-t-il selon l'âge, le statut social et d'autres caractéristiques pertinentes ?

Accès et contrôle des ressources, biens et opportunités

- Quelles sont les principales inégalités de genre en matière d'accès et de contrôle des ressources clés (terre, emploi, revenu, éducation, prestations sociales, services, technologie, information) ?
- Dans quelle mesure les femmes sont-elles intégrées dans l'économie ? Quels sont les principaux obstacles à leur participation économique (accès à l'emploi, aux prêts, à la vente de produits, normes de genre, etc.) ?

Rapports de pouvoir et prise de décision

- Quelles sont les différences entre les sexes en matière d'accès à la prise de décision formelle à différents niveaux (parlement, ministères, gouvernance régionale et locale) ?
- Comment les décisions sont-elles prises au sein des ménages et des communautés (choix alimentaires, dépenses, stratégies de subsistance, gestion des ressources communautaires), et comment cela diffère-t-il selon le genre ?
- Quel rôle jouent les hommes et les normes de masculinité dans le maintien des déséquilibres de pouvoir, et comment peuvent-ils être mobilisés pour remettre en question ces normes et relations inégalitaires ?

Sécurité, dignité et bien-être

- Quelle est la prévalence des violences basées sur le genre (VBG) et quels en sont les principaux facteurs de risque ?
- Quelle est la qualité des données disponibles sur les VBG dans les zones ciblées ?
- Quel est le niveau d'accès aux espaces sûrs, au soutien psychosocial et médical pour les survivantes, et à la justice ?
- Quels sont les autres risques liés au genre dans le contexte, y compris pour les hommes et les garçons (ex. : implication dans les conflits armés) et comment cela affecte-t-il les femmes, les hommes, les filles et les garçons ?

Cadres juridiques, politiques et institutionnels

- Quelles sont les principales lois et politiques nationales ou régionales encadrant l'égalité de genre ?
- Quel est le niveau de capacité institutionnelle en matière de genre dans les institutions publiques concernées, y compris dans les cercles ciblés ? Quelles sont les opportunités pour renforcer ces capacités ?
- Comment les femmes participent-elles à la gouvernance et à la société civile (organisations dirigées par des femmes, acteurs plaidant pour l'égalité de genre, etc.) ?
- Analyse spécifique et bilan sur les femmes dans la CPPB (suggestions)
- Comment les normes de masculinité et de féminité ont-elles été façonnées et modifiées par le conflit ? Comment les rôles de genre des hommes et des femmes ont-ils été affectés ?
- Comment les normes et comportements de genre influencent-ils l'usage de la violence, par qui et contre qui, dans les contextes communautaires et domestiques ? Les perceptions de la masculinité et de la féminité alimentent-elles les conflits et l'insécurité ?
- Quels rôles les hommes et les femmes jouent-ils dans les conflits ? Et dans les processus de résolution pacifique ? Comment ces rôles varient-ils selon d'autres dimensions intersectionnelles (âge, statut matrimonial, ethnie, handicap, statut de déplacement, milieu urbain/rural, etc.) ?
- Quels types de processus, mécanismes et/ou initiatives de CPPB existent localement ? Quels facteurs de conflit ou de violence abordent-ils et comment ? Quel est le rôle des femmes et des hommes dans ces initiatives ? Dans quelle mesure les femmes y sont-elles activement incluses ou mobilisées, et par qui ?

- Quels sont les défis (liés à la sécurité ou autres) auxquels les femmes font face lorsqu'elles s'engagent dans des activités de CPPB ? Et ceux auxquels font face les artisans de paix locaux qui cherchent à les inclure ?
- Dans quelle mesure les organisations et réseaux de femmes ou de jeunes participent-ils à la CPPB ? Ont-ils la capacité de promouvoir la paix ou la cohésion sociale ?
- Quelles approches et activités locales ont bien fonctionné pour promouvoir l'égalité de genre et la participation significative des femmes dans la CPPB ? Quels sont les enseignements clés ?
- Quelles opportunités concrètes existent pour que DCA et ses partenaires améliorent et étendent des programmes de CPPB sensibles ou transformateurs au genre et intersectionnels dans les différents districts ?